

Edito

Dans le secret de l'accès aux soins en danger

Dès le lendemain de l'élection présidentielle la santé, la sécurité sociale, l'accès aux soins étaient présentés par le nouveau président de la république Nicolas Sarkozy, comme un enjeu d'ordre politique, social et économique qui nous concernerait tous. En réalité, ce sont deux conceptions opposées de la santé qui dans le débat public sont exprimées.

Alors qu'à un pôle de la société la santé est considérée comme un secteur identique à tous les autres, qui devrait offrir au « marché » des perspectives financières portant sur des milliards d'euros, de l'autre, la socialisation de notre système de santé hérité des lendemains de la seconde guerre mondiale avec la mise sur pied de la sécurité sociale est un bien identitaire du modèle français qui nous est envié des quatre coins du monde...

Le principe fondateur de notre système dans lequel la sécurité sociale tient une place centrale -« Cotiser selon ses moyens, être soigné selon ses besoins »- a été déterminé par le conseil national de la résistance lorsque la France était exsangue au nom du droit à la santé pour tous.

Aujourd'hui, alors que le pays n'a jamais été aussi riche, c'est ce droit qui tend à être partiellement remis en cause. Les franchises médicales, les déremboursements de médicaments ou encore les dépassements d'honoraires peuvent sembler anodins à qui a les moyens. Mais des millions de nos concitoyens sont plongés dans une situation de détresse telle, liée au travail et au salaire, qu'ils ne peuvent plus accéder aux soins élémentaires.

Des millions de français sont concernés. Ceux dont les revenus supérieurs à 606 euros interdisent à la fois la CMU parce que trop importants et aussi le paiement d'une mutuelle parce qu'insuffisants. Ceux-là connaissent comme bien d'autres les difficultés pour leurs yeux ou leurs dents, des secteurs bien peu pris en charge. Mais plus. Ils semblent s'être donnés le mot en exprimant souvent de façon identique le dilemme dans lequel ils sont plongés : « Entre se soigner, élever ses enfants ou bien manger, parfois il faut choisir »...

A la campagne la situation empire avec la constitution de déserts médicaux qui progressent années après années...

Que valent dans ce contexte les discours sur le déficit de la sécurité sociale qui imposerait des efforts drastiques sur le dos de notre système de santé, au détriment des plus fragiles et plus, des couches moyennes qui sont régulièrement un peu plus visées ? Alors que le trou de la sécurité sociale est chanté sur tous les tons, que valent les 11 milliards de déficit lorsque la garantie de l'état apportée aux banques porte sur plus de 340 milliards d'euros ? La question de la santé n'est-elle pas tout compte fait comme en 1945 l'expression d'une volonté politique plus que d'une nécessité financière ?

C'est aussi pour répondre à ces questions que nous avons voulu multiplier les rencontres et les situations afin de donner une signification humaine à des discours souvent technocratiques qui pourtant nous concernent tous.

Jacques Cotta et Pascal Martin